

ANALYSE DE LA PRODUCTION LAITIÈRE.

Situation actuelle; Démarches proposées; Actions à entreprendre

LA SITUATION ACTUELLE

La production laitière est tributaire du disponible alimentaire pour le bétail selon les saisons (pâturages naturels, sous-produits agricoles et agro-industriels). Pour cette raison, la production au Mali a un caractère saisonnier.

Dans les systèmes d'élevage pratiqués dans les centres urbains et les zones péri-urbaines, les troupeaux sont éloignés des centres de résidence et des champs de cultures pendant la saison des pluies. Pendant cette période, le surplus de lait, dont la production est surtout basée sur la végétation naturelle des parcours communs, est trop éloigné des centres urbains où le pouvoir d'achat est plus élevé. Après les récoltes, beaucoup de troupeaux sont concentrés autour des centres pour exploiter les sous-produits agricoles. La disponibilité en fourrages (pâturage et paille/tiges) ne suffit pas pour l'entretien à long terme d'une telle accumulation d'animaux. Une grande partie des besoins d'entretien et la totalité des besoins de production pendant cette période sont prises en charge par une ration composée de sous-produits agro-industriels concentrés et d'aliments importés d'autres régions.

La faiblesse de la capacité productive et de l'aptitude à la reproduction de la race locale est vue comme la contrainte principale à l'augmentation de la production locale pour satisfaire à la demande croissante de produits laitiers.

La production laitière actuelle de la race locale est faible. Dans les conditions présentes d'alimentation et de gestion la production pendant la vie productive et par lactation ne peut pas être augmentée. En plus la faible fécondité des animaux appuyée par une mortalité élevée des veaux ne favorisent pas l'accroissement numérique d'un cheptel des vaches laitières.

Pour faire face à la demande sans cesse croissante, la plupart des activités effectivement entreprises jusqu'à maintenant se sont limitées à des programmes coûteux de métissage utilisant l'insémination artificielle avec des semences des races exotiques. Dans le temps passé, des privés ont aussi importé des taureaux et des génisses de races laitières à haute performance dans leurs pays d'origine.

L'amélioration génétique des animaux locaux, basée sur l'insémination artificielle se fait dans le cadre d'un appui aux éleveurs péri-urbains. Cette action est fortement subventionnée.

En 1995, le programme a inséminé 1000 femelles à chaleur induite. Le taux de réussite a été de 54% après 2,5 inséminations par gestation au coût de 48.000 FCFA dont l'éleveur devait payer 30.000 FCFA, sans compter les dépenses faites pour les 46% des inséminations qui sont restées sans résultat. Avec un taux de réussite de 54%, les coûts d'insémination par veau né sont de 89.000 FCFA au moins.

Le taux de mortalité des veaux pendant les premiers 12 mois est de 20%. Le système d'élevage sous des conditions nutritionnelles très variables ne permet pas la mise en place d'un suivi fiable de la production et une sélection dans la progéniture basée sur les données de ce suivi régulier fait défaut par la suite.

Même si quelques sujets métis ont montré une production supérieure à la moyenne du reste du troupeau, la question se pose si les résultats escomptés sont atteints car les conditions nutritionnelles et les autres facteurs déterminants de la gestion des vaches laitières comme la technique de la traite et la fertilité ne sont pas améliorées en même temps.

Les efforts faits par les structures techniques pour la mise en place d'un système d'encadrement spécialisé dans les domaines de la production et de l'organisation des producteurs laitiers sont négligeables.

La formation des producteurs et des agents chargés de l'encadrement pour la production laitière fait défaut dans les domaines suivants:

- les aspects techniques de la production: l'alimentation, l'élevage des veaux, l'amélioration de la race, la reproduction régulière de la vache laitière;
- les aspects d'hygiène de la production au niveau des troupeaux, des exploitations et des points de collecte;
- la mise en place des associations/groupements des producteurs laitiers, le bon fonctionnement et la gestion de ces structures.

Il n'existe pas présentement de mécanismes de subvention à part l'insémination artificielle autour de Bamako dans le cadre d'un projet, ou de crédit à un taux d'intérêt attractif pour encourager le développement d'un système durable de la production laitière:

- investissement dans un meilleur élevage des veaux, (avenir de la filière);
- encouragement de la production des cultures fourragères,
- amélioration de l'alimentation de toutes les classes d'animaux dans la filière.
- amélioration de l'habitat et des infrastructures permettant de nourrir les animaux sans pertes énormes de nourriture.

Dans certaines régions, des organismes se sont investis dans la promotion de la commercialisation du lait disponible dans les centres urbains et alentours, (CIDR: Koutiala, Niono, San). Cette activité a eu l'avantage de faire prendre conscience aux éleveurs des revenus possibles qu'ils peuvent tirer de la vente de leur lait. La collecte et la transformation sont toujours subventionnées. La commercialisation vers les consommateurs se fait principalement à travers des revendeuses. Malheureusement, ce système permet que les prix de vente élevés aux consommateurs, favorisent plus les revendeuses que les producteurs laitiers eux-mêmes. A titre d' exemple, actuellement la laiterie de Niono achète le lait à 200 FCFA/ltr aux producteurs et cède ce lait après pasteurisation à 225 FCFA/ltr aux revendeuses qui à leur tour vendent ce produit en détail au marché local jusqu'à 350 FCFA/ltr.¹ Cette marge de 125 FCFA représente 62% du prix reçu par les producteurs. En plus, les conditions hygiéniques dans lesquelles ce lait pasteurisé est commercialisé dans ce circuit ne sont plus maîtrisables par la laiterie.

Dans les localités où un système de collecte et de distribution a été mis en place, on observe une différence de prix payé aux producteurs par les centres et par les consommateurs. Le prix perçu pour le lait vendu directement sur le marché local est plus élevé que le prix payé par le centre de transformation (laiterie). Les producteurs des centres urbains profitent en général de cette situation, étant plus proches du marché pour l'écoulement de leur produit. En plus, ils sont normalement favorisés pour l'approvisionnement en intrants et l'encadrement par les services vétérinaires.

Quelquefois, le marché local des centres secondaires et alentours ne peut pas absorber tout le lait produit localement. Les producteurs, ne disposant pas généralement d'outils ou de techniques pour la transformation et la conservation, donnent le surplus de leur lait au centre laitier dont la vocation est ainsi par la force des choses devenue, la transformation et la commercialisation de ce surplus en plus du lait produit à une distance plus éloignée du centre urbain. La laiterie se spécialise dans la transformation du lait en produits moins périssables ayant une valeur ajoutée et pouvant être vendus localement ou acheminés vers des marchés à grand pouvoir d'achat.

Dans tous les systèmes de production laitière pratiqués dans la région, il existe une compétition pour le lait entre les veaux et l'exploitant du troupeau. En général, c'est l'homme qui gagne au détriment de la croissance des veaux.

Après une période de tétée à quantité de lait limitée, les veaux se nourrissent de rations composées de fourrages de basse qualité et sont en même temps exposés aux infestations parasitaires dans certaines zones. Ces situations expliquent le retard dans le développement de ces

¹ Laiterie Danaya Nono, Niono

jeunes animaux qui sont l'avenir de la production laitière.

Les animaux atteignent un âge avancé au premier vêlage (54,2 mois en milieu rural; 52 mois à Niono) diminuant ainsi la durée de leur vie productive et de fait le nombre de lactations possibles (l'intervalle entre vêlage est de 19 mois à Niono).

Les organismes stimulant la production laitière locale par la mise en place d'un système de collecte, de transformation et d'écoulement des produits ne se rendent pas assez compte que leurs actions ont un impact négatif sur le développement des jeunes animaux, si elle ne sont pas accompagnées des mesures correctives à fin d'éviter la pratique d'un système d'élevage à la " minière ".

Comme pour certaines autres filières, plusieurs organisations de producteurs ont été créées sur papier à l'occasion de l'arrivée de projets ayant conditionné leur appui à la mise en place de structures associatives et/ou coopératives.

La plupart des organisations de producteurs laitiers sont peu opérationnelles. Pour l'approvisionnement en intrants à des prix favorables, les organisations ont jusqu'aujourd'hui produit peu de résultats escomptés. Les membres restent individuellement dépendants des marchands pour les intrants indispensables à la production. Quelquefois, le Service de l'Elevage et la Chambre d'Agriculture disposent d'un quota d'aliment bétail ou de sous-produits agro-industriels, lequel est réparti entre aussi bien des associations que des producteurs non-organisés. Malheureusement, plusieurs organisations paysannes ne disposent pas de liquidités leur permettant d'enlever les quantités mises à leur disposition par ces structures publiques.

Le fait que les producteurs organisés ou non-organisés soient de la même manière favorisés par les structures d'encadrement, n'encourage pas les producteurs à s'unir dans des organisations professionnelles fonctionnelles afin de lutter conjointement pour leurs intérêts qui sont:

- l'assurance de l'accès permanent aux intrants permettant une meilleure répartition de la production laitière pendant toute l'année, avec comme avantage, un prix de revient réduit, donc une amélioration de la compétitivité des produits sur le marché local;
- les négociations d'un meilleur prix pour leur lait;
- la mise en place et la gestion de centres de transformation et de commercialisation du surplus de lait.

Les plus grands fournisseurs de lait dans les centres villes et les alentours sont en général des propriétaires de grands troupeaux. Le plus souvent, leur élevage est plus le résultat d'une thésaurisation dans le bétail des surplus d'argent gagnés dans d'autres activités, que d'un investissement ciblé.

Dans les zones rizicoles, on distingue trois types de propriétaire:
-les éleveurs traditionnels,

- les riziculteurs-éleveurs,
- les fonctionnaires-riziculteurs pour lesquels l'élevage représente une troisième activité.

Le lait est obtenu par le système de cueillette chez plusieurs femelles allaitantes dans le troupeau d'animaux tout venant sans orientation spécialisée. Dans une telle situation, le prix de revient du lait est difficile à estimer.

Le revenu issu de la vente du lait n'est pas vital pour ces " producteurs " qui vivent principalement d'autres sources. De tels membres d'organisations ne sont en général pas assez motivés pour s'investir dans l'évolution de ces groupements en structures opérationnelles.

Des produits laitiers bon marché, spécialement le lait en poudre, sont importés des pays où la production laitière est subventionnée, entrant ainsi en concurrence avec les produits locaux.

Une quantité de 50 053 000 litre d'Equivalent-Lait a été importé en 1992, dont le lait en poudre couvre 79 % ². En 1995, la valeur totale des importations des produits laitiers était de 8 845 896 000 FCFA³, soit 1100 FCFA par habitant.

En plus, des produits laitiers fournis par des programmes de don sont souvent disponibles sur les marchés locaux. Ces produits sont envoyés par des organismes de bonne volonté, partenaires au développement qui ne se doutent pas de la concurrence déloyale causée par leurs actions.

Le gouvernement n'a pas encore montré une réelle volonté politique pour favoriser la production laitière locale en modérant l'importation des produits laitiers de l'extérieur. Probablement, sous prétexte de libéralisation du commerce, le lait en poudre importé n'a pas été soumis à un système de taxe pour décourager l'importation et stimuler ainsi la consommation des produits locaux. La taxe à la frontière sur le lait en poudre à importer est de 6%. Les importations des produits laitiers en 1995 ont rendu à l'Etat environ 530 000 000 FCFA en Droits de Douane.

Le lait en poudre (Matière Grasse supérieure à 28%) de l'Europe du Nord coûtait en 1995 au marché mondial 2200 US \$ f.o.b. par tonne, (1230 FCFA/Kg) alors que le prix du lait en poudre de moindre qualité (MG 26%) au Mali était de 1900 FCFA/Kg.

Les 670 FCFA/Kg, dont 75 FCFA (6%) pour la taxe, couvrent les dépenses de transports et la marge bénéficiaire des commerçants.

Un kilogramme de lait en poudre reconstitué donne 7 litres au niveau

² Etude FAO Production et Santé Animale, 124. FAO 1995.

³ GRET 1995; cité par la DNE: rapport annuel 1995.

du ménage et revient à 270 FCFA/ltr tandis que le lait frais est vendu par le producteur au consommateur à 250 FCFA par litre ⁴. Ce dernier marché n'est pas encore saturé dans les grands centres. Malgré la demande existante pour le lait frais à ce prix, les producteurs ne manifestent pas d'intentions réelles à s'investir dans une augmentation de leur production. Cette attitude est certainement due au fait que la vie quotidienne des propriétaires des troupeaux auxquels ce lait est cueilli ne dépend pas principalement des revenus issus de la vente du lait.

En zone urbaine la consommation des produits laitiers d'origine locale est de 3,5 Kg/habitant/an tandis que la consommation des produits laitiers importés de l'extérieur est presque 12 fois plus. ⁵

Le fait que les consommateurs sont disposés à s'approvisionner en lait importé à un prix plus élevé que le lait local vendu directement à la clientèle peut être dû certainement à des considérations suivantes:

- le lait, produit très périssable, présenté en poudre se conserve facilement pour la consommation journalière en petites quantités dans les ménages non équipés en matériel de réfrigération,
- le prix de la plupart des conditionnements du lait en poudre est à la portée de la majorité des consommateurs,
- l'utilisation du lait en poudre est devenue une des habitudes de consommateurs en dépit de leur préférence pour le lait frais. Ce lait en poudre de qualité stable est fabriqué dans des conditions très hygiéniques,
- les campagnes de promotion du lait en poudre se propagent de plus en plus à travers des réseaux de publicité utilisant des techniques raffinées.

La marge de bénéfice sur le lait en poudre au niveau des commerçants, exprimée par litre de lait reconstitué est peut-être très compétitive par rapport aux revenus nets gagnés dans la production locale basée sur une alimentation composée principalement d'éléments acquis hors de l'exploitation. L'analyse financière d'un cas de production laitière à Niono en Avril 1996 montrait que le bénéfice par litre était de 85 FCFA pour une production de 2,5 ltr par jour par vache ⁶.

⁴ Ce prix par litre de lait frais correspond pratiquement au prix perçump les producteurs aux Pays-Bas.

⁵ Basé sur les données dans l'Etude FAO Production et Santé Animale, 124. FAO 1995.

⁶ DNE, Mission sur le terrain 1996

LES DEMARCHES PROPOSEES

MESURES ZOO-TECHNIQUES:

Les efforts consentis dans le domaine de l'amélioration génétique des animaux locaux n'ont pas donné les résultats escomptés. L'insémination artificielle est un outil pour améliorer la capacité de production génétiquement déterminée. Généralement les meilleurs animaux du troupeau devraient être choisis pour l'insémination. Le progrès d'amélioration ne peut être appréciable qu'à partir d'une sélection des vaches laitières et de leurs progénitures. Dans la plupart des exploitations le niveau de l'alimentation ne permet pas aux animaux métissés de montrer leur capacité de production d'où les variations limitées constatées. Le programme s'est surtout orienté sur les nouveaux types d'éleveurs autour des grands centres qui ont obtenu leur cheptel à travers une thésaurisation de leur argent en bétail. Au niveau de ces "exploitations", les décisions sur la gestion du troupeau sont souvent prises par les bergers ou les trayeurs. L'élevage n'est pas une activité prioritaire des propriétaires, néanmoins leurs animaux représentent un capital vivant considérable consommant avec une efficacité douteuse des grandes quantités d'aliment dont la disponibilité est limitée au Mali.

Pour rendre ce capital fonctionnel et améliorer l'utilisation de ces aliments, les tentatives d'intensification de la production laitière chez ces propriétaires d'animaux se justifieront s'il n'y a pas trop d'investissement initiaux à faire.

Activité: Les appuis conseils porteront sur des formations des propriétaires et des gestionnaires des troupeaux sur les aspects techniques de la production animale et surtout l'économie de l'alimentation du bétail.

Le programme d'insémination artificielle (péri-urbain Bamako) en cours atteint un taux de réussite de 54% à un prix de 89.000 FCFA par veau né. Considérant que dans un programme de métissage pour la production laitière, la naissance des velles est le plus important et que les taurillons ne contribuent pas à la réalisation des objectifs, (le choix d'un reproducteur pour le lait ne se fait pas à partir de son phénotype comme dans la production de viande ou un géniteur peut être choisi sur la base de ses caractéristiques extérieures) il est clair que le coût des velles, à la naissance, issues de cette opération d'insémination devient encore plus élevé. Pour le calcul du prix de revient des velles à l'âge de 12 mois, les coûts à la naissance sont à majorer avec les dépenses de leur élevage, (surtout le lait consommé), et la perte de 20% due à la mortalité. Il est évident que le prix de production d'une génisse à l'âge du 1^{er} vêlage est très considérable. La question se pose si ces investissements sont récupérables sur sa propre production sous des conditions d'un système d'élevage toujours à caractère sémi-

pastoral.

L'amélioration de l'alimentation, des autres aspects techniques [la technique de la traite, la protection des veaux et la fertilité] et des conditions économiques favorables à la production locale, sont les bases fondamentales de succès d'une telle opération.

Croissance des velles: avenir de la production

En ce qui concerne l'élevage des veaux, l'âge au 1^{er} vêlage est un point de repère pour la durée de la vie productive de la vache. Cet âge ainsi que la durée entre les mises-bas sont des facteurs déterminants pour les lactations possibles de la vache laitière. L'alimentation pendant la période non-productive entre la naissance et la 1^{ère} mise-bas a un impact sur la production totale de la vache pendant sa période de vie productive. Il est connu qu'il y a un rapport inversement proportionnel entre le niveau d'alimentation du veau et l'âge au premier vêlage et que la production laitière pendant la vie productive est plus faible quand l'âge à la première mise-bas est plus avancé. Dans la littérature, il n'y a pas beaucoup de données concernant les quantités de lait prises par le veau pendant les différentes phases de sa croissance (avant et après sevrage). A la station de recherche, SERZ/S (Niono), on a enregistré pendant une étude que les veaux gagnaient en moyenne 355 gr par jour pendant les 55 premiers jours de lactation quand ils pouvaient disposer de 2,2 ltr après la traite. Une analyse des données de la même station enregistrées dans la période de 1973-1987 montre que le poids moyen à la naissance est de 19,8 kg et le GMQ pendant les premiers 9 mois est de 270 gr. La mortalité des veaux pendant ces 9 mois est de 14 %.⁷ Une extrapolation de ces résultats pour les troupeaux hors station devrait se faire avec réserve.

La situation actuelle en milieu rural se laisse estimer comme suit:

- l'âge au 1^{er} vêlage est 54 mois (4,5 ans) et les périodes entre les mises-bas sont de 20 mois, l'âge à la première saillie est de 45 mois (1350j, 3,8 ans),
- si le poids vif à la première saillie est de 60 % du poids au stade adulte, c.à.d. $0,60 \times 350 \text{ Kg} = 210 \text{ Kg}$ et le poids moyen à la naissance est de 20 Kg, le gain du poids entre la naissance et la saillie est de 190 kg et le GMQ est de 140 gr/j, (190Kg/1350j)

Une augmentation du niveau de l'alimentation permettant un gain de poids journalier additionnel de 100 gr pendant la période entre la naissance et la saillie, (240 gr/j versus 140 gr/j) réduira la période entre la naissance et la saillie jusqu'à 26 mois et la 1^{ère} mise-bas

⁷ Comité Technique Régional de la Recherche Agronomique (4ème Session), Résultats et Projets du Programme Bovin. Ségou 30 Mai 1995

aura lieu à l'âge de 35 mois. Une telle amélioration dans l'alimentation facilitera une lactation en plus pendant la carrière de la vache, même si le temps entre les vêlages ne change pas.

Situation alimentaire période non-productive	AGE en mois, (années)						
	26 (2,2)	35 (2,9)	45 (3,8)	55 (4,6)	75 (6,3)	95 (7,9)	115 (9,6)
Actuelle: GMQ 140 gr/j	S	*X*					
	V	1	2	3	4	?	
Améliorée: GMQ 240 gr/j	S	*X*					
	V	1	2	3	4	5	?

S = Première saillie; V = Vêlage

Une meilleure alimentation pendant la vie productive augmentera la production par lactation et diminuera encore le temps entre les saillies.

Une intensification de l'élevage des jeunes femelles à travers une meilleure alimentation est la base fondamentale pour diminuer l'âge au premier vêlage.

Les dépenses additionnelles des intrants nécessaires (le lait, les sous-produits concentrés, les cultures fourragères ou le foin d'un fourrage de bonne qualité) pour cette alimentation améliorée peuvent retenir les éleveurs de ces investissements à moyen et long terme surtout que les résultats n'étant perceptibles qu'au bout d'un certain temps, impliquant toujours des risques pour les propriétaires engagés.

Des programmes de développement de la filière lait dans d'autres pays ont appliqué différentes méthodes pour améliorer l'élevage des jeunes femelles au niveau des éleveurs. L'appui de ces programmes a surtout été donné aux éleveurs sous forme de subvention, (subvention sur des services et produits vétérinaires, des aliments et minéraux, des matériaux de construction pour des parcs/étables/hangars ou des récompenses pour les meilleurs veaux dans des compétitions organisées par des associations des éleveurs). Ces systèmes d'appui n'ont pas tenu compte de la performance des animaux, malgré la subvention reçue. Dans les cas des concours pour les meilleurs vaches ou génisses, l'arbitrage a été basé sur des appréciations subjectives. Disons que tous ces systèmes d'encouragement sont généralement coûteux et ne favorisent pas la prise de conscience par l'éleveur que lui-même a un rôle important à jouer dans le développement de ses jeunes animaux.

Au Sri Lanka dans le cadre du programme d'appui technique néerlandais aux petites exploitations laitières, un système a été développé dans lequel les éleveurs recevaient un bonus pour leurs velles à des intervalles de trois mois jusqu'à l'âge de 18 mois si le développement de ces velles, exprimé par la circonférence thoracique, atteignait la valeur prédéfinie sur la courbe de croissance. Ils recevaient aussi un bonus pour chaque génisse enregistrée par le programme qui mettait bas avant l'âge de 30 mois.

Chaque éleveur participant dans ce programme était doté d'une ceinture de mesure lui permettant de mesurer la performance de ses jeunes animaux et d'ajuster au besoin l'alimentation de ceux-ci dans le but de recevoir trimestriellement des bonus. Plusieurs éleveurs ont affirmé qu'ils avaient corrigé la croissance journalière de leurs jeunes animaux femelles en assurant plus de lait à la velle têtante et à travers une complémentation des jeunes animaux avec des aliments d'une meilleure qualité et des concentrés. Il est à remarquer que le programme était exécuté avec l'appui d'un encadrement spécialisé pour la formation des participants dans le domaine de la production laitière et avec la collaboration des comités des producteurs pour l'élevage des veaux au niveau des associations.

Les éleveurs ont appris à travers leur participation active au programme que l'investissement dans l'élevage de leurs jeunes animaux femelles a conduit à un développement précoce des velles en bonnes génisses, mettant bas bien avant l'âge habituel au premier vêlage et que ces catégories de vaches bien élevées donnaient de bonnes productions pendant leurs premières lactations.⁸

Activité: Un tel programme pourrait être envisagé d'une part, pour augmenter la production laitière pendant la période productive, à condition qu'il soit adapté à la situation locale. D'autre part, il pourrait constituer une phase préliminaire à la sélection des meilleures vaches laitières.

MESURES ÉCONOMIQUES:

Les prix au producteur: moteur du développement

Dans d'autres pays, la production laitière locale a pu être augmentée par des actions d'amélioration de la race et de l'alimentation. Cependant, le plus grand progrès a toujours été réalisé là où, une politique favorable aux producteurs en matière de prix de leur produit

⁸ Dairy stock development and milk production with smallholders. Doctoral thesis, Wageningen Agricultural University, The Netherlands. R. de JONG (1996).

et des intrants a été appliquée, quand existe en plus, une orientation gouvernementale propice à l'investissement. Les expériences de ces pays prouvent qu'il existe un rapport direct entre l'augmentation de la production et les ressources générées par cette production aux producteurs.

Cependant, la prolifération des "nouveaux propriétaires" de bétail autour des grands centres qui ont une attitude d'indifférence par rapport à l'intensification de la production et la répartition du cheptel au Mali, rendent difficile la satisfaction de la demande en lait frais dans les grands centres à partir de la production locale.

En Inde, dans le programme "Opération Flood", les produits laitiers, basés sur la poudre de lait écrémé et l'huile de beurre, reçus dans le cadre des programmes d'aide alimentaire de la CEE ont été commercialisés et les revenus obtenus ont été utilisés pour le financement d'actions visant l'accroissement de la production laitière locale, spécialement l'augmentation du prix payé aux producteurs.

Au Mali, des entreprises privés et des personnes prises individuellement, se sont investies dans la productions et la vente des produits laitiers à base du lait reconstitué sans liens et expériences préalables dans la filière lait, (Ségou-lait, Safi-lait...). Des campagnes subtiles de publicité par les entreprises font croire aux consommateurs que leurs produits sont à base du lait naturel local. Leurs réseaux de commercialisation couvrent aussi les régions dans lesquelles, les programmes de développement dans le cadre de la coopération font un effort pour l'augmentation de la production et de la commercialisation du lait local, et l'organisation des producteurs en associations professionnelles. La quantité de lait frais actuellement collectée et le système de commercialisation mis en place dans le cadre de ces programmes (CIDR: Laiterie Koutiala, Niono, San) sont des facteurs plafonnant le prix payé aux producteurs à un niveau insuffisant pour inciter les producteurs à intensifier leur système d'élevage laitier.

Activité: La production et la commercialisation des produits laitiers à base de lait en poudre importé pourraient générer pour des laiteries, des ressources additionnelles importantes capables, dans la phase initiale de leur création, d'augmenter le prix aux éleveurs et développer ainsi la production du lait local. Pour s'assurer de la confiance des consommateurs, il sera indispensable de travailler en toute transparence et d'éviter tout mélange de produits basés sur le lait local et les produits laitiers venus de l'extérieur.

Le fait que les propriétaires de bétail urbains et péri-urbains n'exploitent pas suffisamment la possibilité de faire face à la demande en lait frais au prix actuel (Niono: 200 FCFA/ltr aux centres de collecte et 250 FCFA/ltr à la clientèle directe; Ségou: 250 FCFA/ltr

payé par Ségou-Lait et 300 FCFA/ltr au consommateur direct) en augmentant leur production peut justifier la position du gouvernement de ne pas mettre en place un système plus fort de taxation à l'importation des produits laitiers, visant la protection de la production locale. Des mesures politiques tendant à défavoriser l'importation des produits laitiers qui satisfont à diverses nécessités urgentes de plusieurs consommateurs.

Pourtant, dans d'autres pays, les décideurs politiques ont coopéré dans des actions visant le développement de la production laitière locale à travers des mesures stimulant les transformateurs à se concentrer sur le lait local et créant au niveau de ces transformateurs des moyens permettant d'encourager des éleveurs par un meilleur prix pour leur production.

Au Sri Lanka dans les années 1980, la quantité de lait local produite ou transformée par des laiteries, déterminait la quantité de lait en poudre que ces laiteries pouvaient importer à un taux de taxation réduit. Cette mesure a permis aux laiteries de mieux rémunérer les paysans-fournisseurs pour le lait collecté à leur niveau.

Le principe est connu au Mali où dans le temps passé, la quantité de sucre autorisée à l'importation était conditionnée par la consommation locale.

Pour ce qui est du lait en poudre au Mali, une exonération de la taxe à l'importation qui est actuellement de 6% n'aura qu'un impact réduit sur l'augmentation du prix au producteur. Cette exonération ne pourra dégager que 10 FCFA d'excédent par litre de lait reconstitué⁹. Par exemple, une entreprise ayant un besoin d'importation de 35 tonnes de lait en poudre par an pourrait disposer ainsi de 2.583000 FCFA pour appuyer son prix au producteur du lait local.

Si ce prix au producteur devait être majoré d'environ de 50 FCFA par litre seulement 50 000 ltr par an pourraient bénéficier de cette bonification, soit environ 135 litres par jour, qui peuvent être facilement livrés par une cinquantaine de producteurs ruraux¹⁰.

Cependant, si en plus, on supprimait la TVA, qui est actuellement de 10%, sur ce lait local transformé (36 FCFA/ltr à un prix au consommateur de 400 FCFA/ltr), des ressources additionnelles pourraient être générées qui permettraient à l'entreprise de mieux payer au moins un autre 36 000 litres de lait aux producteurs¹¹.

⁹ Prix du lait en poudre au marché mondial est de 1230 FCFA (f.o.b.); la taxe à l'importation est 6% soit 74 FCFA/kg. ou 10 FCFA par litre de lait reconstitué. 1kg de lait en poudre = 7 litre de lait reconstitué.

¹⁰ 2 583000 FCFA à utiliser pour l'augmentation de 50 FCFA/ltr du prix d'achat du lait frais: $2\,583\,000/50 = 51\,660$ ltr. La production moyenne par producteur est de 2 à 3 ltr par jour.

¹¹ $50\,000\text{ltr} \times 36\text{ FCFA} = 1\,800\,000\text{ FCFA}$; une augmentation de 50 FCFA/ltr: $1\,800\,000/50 = 36\,000$ litre, soit environ 100 litre par jour

Donc dans l'exemple analysé, la suppression de la taxe à l'importation du lait en poudre et de la TVA sur le lait local transformé rendrait disponible assez des ressources financières permettant au transformateur d'augmenter de 50 FCFA/ltr le prix d'achat de 87 000 litre de lait local, soit environ 240 litre par jour. Cette mesure, visant l'encouragement du développement de la filière, coûterait à l'Etat 4,4 million de FCFA, dont profiteraient une centaine de producteurs de 800 à 900 FCFA par semaine soit environ 4000 FCFA par mois en plus de ce qu'ils gagnent déjà.

Il est claire qu'une volonté politique et une attitude positive des transformateurs actuels par rapport au développement de la filière sont indispensables pour une telle approche. L'importation des produits laitiers pendant 1995 a rendu à l'Etat un revenu d'environ de 530 millions de FCFA en taxe à l'importation ¹².

Les activités visant l'augmentation des revenus aux producteurs du lait local sont limitées en haut dans la filière par le prix aux consommateurs, lequel est déterminé par le pouvoir d'achat de la clientèle et sa préférence, tandis qu'à la base de la production, le prix de revient du lait frais dépend du système d'élevage et le prix des intrants. Le lait obtenu des troupeaux à travers un système de cueillette aura un prix de revient bien différent du prix de revient du lait dont la production est le résultat d'un élevage intensifié basé sur une alimentation améliorée. La production laitière basée sur la cueillette atteindra vite sa limite et un changement du système d'exploitation deviendra essentiel pour faire face à la demande croissante en lait frais. Spécialement dans les zones urbaines et péri-urbaines, les sous-produits importés des autres zones pour compléter les quelques ressources locales représentent la plus grande portion de la ration de base pour la production. En milieu rural, dès que la commercialisation du lait commence, l'aliment bétail (ABH), produit de qualité médiocre, est importé en grandes quantités sur de longues distances pour couvrir les besoins d'entretien et de production, surtout quand la saison sèche avance. Même en zones céréalières, le circuit de commercialisation de l'aliment bétail a été bien développé malgré la disponibilité des sous-produits céréaliers locaux. Les structures d'encadrement se sont bien investies dans cette promotion dans le temps passé.

Activité: Une meilleure utilisation des sous-produits agricoles et agro-industriels, dont disposent les producteurs laitiers, deviendra inévitable pour maintenir le coût de production du lait local à un niveau bas dans un système de production intensifié. Un encadrement spécialisé et une formation des producteurs dans les différents aspects

¹² 6% de la valeur totale des importations des produits laitiers, (8,845 896 000 FCFA) en 1995. GRET 1995, cité par DNE, rapp. annuel 1995.

de l'alimentation du bétail, l'utilisation efficace des sous-produits agricoles et agro-industriels et l'élevage des animaux laitiers ne doit pas faire défaut.

L'organisation des producteurs: leur rôle dans la filière

L'importance du rôle à jouer par les organisations des producteurs dans le développement de la filière lait et surtout dans la réduction du coût de production du lait local, a été montrée dans d'autres pays ayant déjà acquis des expériences dans ce domaine. Ces expériences ont montré que les organisations des producteurs peuvent être un levier puissant dans le développement de la filière lait à travers l'approche filière (approvisionnement en intrants, production, collecte, transformation et commercialisation). Cependant, les plus grands progrès dans l'augmentation de la production ont été obtenus là où les producteurs vendent leurs produits directement aux consommateurs sans intervention d'un centre de collecte/transformation. Les revenus issus de la vente du lait déterminent le niveau d'investissement auquel les producteurs pourront se prêter.

Dans les grands centres, la demande en lait frais n'est pas encore saturée. L'écoulement du lait produit actuellement dans les centres urbains et péri-urbains fera son chemin entre les producteurs et les consommateurs sans intervention aucune des intermédiaires (laiterie collective/transformateur privé).

Le surplus de lait éventuel des producteurs urbains et péri-urbains et le lait disponible dans la ceinture autour d'une zone péri-urbaine, trop éloignée des grands centres de consommation pour la vente sous forme de lait frais, pourront être écoulés dans ces centres à travers des laiteries collectives après avoir été transformés en produits moins périssables ayant une valeur ajoutée. Pour cette stratégie, il est indispensable que tous les membres fassent preuve d'engagement pour fournir du lait en quantité et de bonne qualité.

Activité: La collecte de lait vise seulement le surplus aux niveaux urbains et péri-urbains et le lait disponible dans la ceinture rurale autour des zones urbaines, trop éloignées des grands centres de consommation pour la vente directe.

Les producteurs et les consommateurs auront besoin d'une solide formation dans les mesures essentielles de maîtrise des facteurs sanitaires et hygiéniques dont dépend la qualité du lait de la production jusqu'à la consommation.

Pour ce qui sont des tâches des organisations des producteurs, il faudrait que l'on distingue deux types de producteurs laitiers: l'éleveur rural et l'éleveur urbain/péri-urbain.

La transformation et la commercialisation du lait ne rentrent pas encore dans les attributions des organisations de producteurs urbains

parce que ces producteurs prennent en charge individuellement l'écoulement de leur produit pour gagner le meilleur prix. Par contre les producteurs ruraux ont tout intérêt à ce que progressivement, leurs organisations s'investissent davantage dans la coordination de tous les aspects de la filière pour la simple raison que leur lait doit être collecté et transformé avant d'être commercialisé. Ils ont plus d'intérêt dans des systèmes collectifs pour ces activités.

Les deux types de producteurs gèrent des systèmes de production orientés vers le marché dont les revenus sont dépendants du coût de production de leur produit. Les prix des intrants dans un système rationnel de production sont déterminants pour le prix de revient de leurs produits. Pour l'approvisionnement en intrants en grande quantité et la création de stocks, la plupart des organisations de producteurs n'ont pas les moyens financiers suffisants leur permettant d'entrer en concurrence avec de puissants marchands disposant de beaucoup de fonds.

L'accès aux lignes de crédit liées à la production laitière à un taux d'intérêt encourageant pour le producteur est devenu une nécessité pour les associations.

A l'exemple des associations des producteurs laitiers d'autres pays, ces crédits permettront aux organisations des producteurs maliens de faciliter au niveau des points de collecte ou des laiteries collectives à leurs membres un approvisionnement régulier en intrants à des prix inférieurs aux prix au niveau des marchands. Les laiteries et leurs points de distribution des intrants appartenant à tous les producteurs fournissant du lait seront soumises à une gestion technique et commerciale et à une administration transparente et disciplinée sous la responsabilité d'un bureau dont les membres auront été élus à l'intérieur de l'organisation.

Activité:

La création des lignes de crédit adapté aux besoins de la filière.

Il est clair que le développement de cette approche d'intégration verticale est un processus de longue haleine dont la réussite dépendra de la compétence des membres des associations. De ce fait, le démarrage immédiat des programmes de formations des producteurs en matière de gestion de leurs organisations est une nécessité.

ACTIONS à ENTREPRENDRE

Objectifs

Le programme vise l'augmentation de la production laitière en la faisant passer d'un système de cueillette traditionnelle pour l'autoconsommation et le marché local à un système de production intensifiée et planifiée destinée aux besoins locaux et les marchés "extérieurs".

Le lait commercialisé en direction du centre de Niono a été produit dans la zone urbaine et péri-urbaine et dans une ceinture autour de la zone péri-urbaine. Les producteurs proches du centre commercialisent la plupart de leur lait au niveau des consommateurs locaux jusqu'à la satisfaction de la demande. Le surplus du lait et celui produit dans la ceinture rurale autour de la zone péri-urbaine sont collectés, transformés et commercialisés à travers la laiterie montée par l'ONG CIDR. Le prix au producteur pour ce lait est inférieur au prix touché pour le lait par les producteurs ayant leur propre clientèle.

Dans l'analyse précédente, il a été montré que le niveau des revenus restant avec les producteurs après la commercialisation de leur produit, est un levier puissant pour la promotion de la production. Ce niveau est déterminé par le prix de production, le coût d'écoulement et le prix au producteur.

Les producteurs en zone rurale viennent de s'organiser avec l'appui technique du CIDR. Ces groupements participent dans la coordination du transport de leur lait à la laiterie en ville et les membres-producteurs ont profité d'un stock limité d'aliments bétail industriels à un prix bien inférieur au prix du marché local. Ce stock a été mis à leur disposition à travers des interventions de la Direction Nationale de l'Elevage et de l'ONG CIDR.

L'association Lait-Viande regroupe la plupart des producteurs du centre. Cette organisation n'a pas encore enregistré de résultats dans l'organisation de l'approvisionnement des intrants, pour réduire le prix de production de leur lait.

Au niveau des deux types des producteurs (urbains et ruraux) l'absence d'un élevage amélioré des vaches et des jeunes animaux femelles est un facteur limitant l'accroissement de la production laitière pendant la vie productive des vaches. Un investissement à moyen et long terme est une nécessité pour réduire l'âge au premier vêlage (prolonger la vie productive) et augmenter la production par lactation. Les producteurs ne seront prêts à intensifier leur système de l'élevage qu'après être convaincus que toute leur production sera achetée à un prix rentable. Pour cette raison, il est indispensable que les stratégies des deux programmes (l'ONG et ATN), pour améliorer quantitativement la production et pour la commercialisation (laiterie/CIDR) s'accordent bien.

Actions:

Les actions proposées visant l'augmentation de la production laitière concernent les deux types de producteurs.

L'analyse sociale et du genre dans la filière lait à Niono et dans la ceinture rurale autour du centre.

Le but de l'étude est de bien connaître les paramètres socio-économiques liés au rôle des différents effectifs dans la filière lait et d'identifier leurs activités économiques dans la production laitière pour mieux cibler les activités à entreprendre avec la participation optimale des personnes impliquées dans le développement de la filière.

Le suivi continu de la production laitière à Niono et la zone péri-urbaine.

Des études ponctuelles sur la production laitière et sa potentialité ont abouti à une monographie de la situation actuelle dans la production et la commercialisation et une description globale des systèmes de l'élevage.

Les organisations des producteurs existantes à Niono et les alentours ne sont pas informées globalement sur les différents paramètres de la production laitière de leurs membres pendant les périodes diverses pendant l'année.

Pour une bonne planification de la production et de l'écoulement au niveau des exploitations et au niveau de la zone, les données suivantes devraient être enregistrées régulièrement par exploitation:

- * nombre des vaches en production,
- * quantité totale produite,
- * quantité vendue et prix de vente,
- * approvisionnement en concentrés/sous-produits agro-industriels,
- * rationnement des animaux,
- * développement des veaux et des jeunes animaux,
- * âge au 1er vêlage et temps entre les mises-bas.

L'avantage d'une telle action:

- * la création d'un lien de travail avec les producteurs, permettant à ceux-ci de participer dans la collecte et l'analyse des données.

* l'interprétation des données servira de base pour une formation des producteurs dans le domaine de l'alimentation et la gestion du troupeau laitier et dans le développement d'un système de la commercialisation organisée des produits laitiers.

La formation des producteurs dans les domaines de l'alimentation et la gestion des animaux laitiers.

Pour un rationnement équilibré basé, sur une utilisation des éléments nutritionnels localement disponibles (pâturage saisonnier, sous-produits agricoles et agro-industriels), une connaissance de base du fonctionnement de l'appareil digestif des ruminants est indispensable.

Les intrants alimentaires sont les facteurs les plus importants déterminant le prix de revient du lait produit.

La formation des producteurs et des consommateurs sur les aspects d'hygiène du lait.

L'hygiène de la traite, du transport et de la conservation du lait sont des facteurs dépendent de la technicité des producteurs. Les possibilités techniques pour la transformation du lait dépendent des conditions hygiéniques lesquelles ont prévalu pendant la production, la collecte et le transport, ainsi est la qualité du lait frais commercialisé par les producteurs aux consommateurs. Dans la production laitière le contact entre l'homme et l'animal est plus intense que dans la production de viande, le système de l'élevage à caractère transhumant. Les risques de zoonose sont à diminuer.

La formation en fonctionnement des organisations des producteurs.

La plupart des organisations sont peu opérationnelle dû à une manque de participation active des membres. Il est regrettable de constater que jusqu'à là les responsables ou les membres ne prennent pas conscience des raisons de création, d'enjeux auxquels les organisations feront face. Les rapports ne sont pas toujours démocratiques entre les membres. Une gestion transparente est indispensable pour les organisations en plus de leur connaissance technique et entente.

Le rôle à jouer par les organisations des producteurs dans la filière lait deviendra de plus en plus complexe. Ces organisations pour s'occuper efficacement de tous les aspects de la filière, entre le producteur et le consommateur, seront à se développer

progressivement. La réussite et la continuité de ce processus dépendront du progrès d'émancipation des membres.

La radio rurale, avec des émissions régulières et bien ciblées, peut être un outil fort dans la formation des producteurs et des consommateurs pour les aspects mentionnés plus haut.

Dans le temps passé, au Pays Bas la production laitière existait et les producteurs étaient exploités par les commerçants de beurre. Cette situation ensemble avec une certaine degré d'éducation et d'émancipation des éleveurs a été favorable à la création des organisations des producteurs dans le but de maîtriser le commerce de ce produit. Actuellement au Mali des organisations du développement (CIDR) appuient les éleveurs dans le commencement d'une production orientée vers la commercialisation, pendant qu'il y a une concurrence forte des produits laitiers importés. La plupart des membres des organisations des producteurs n'ont pas atteint un taux d'alphabétisation avancé.

Il est nécessaire qu'un programme de formation des organisations prendra cette situation en considération et qu'il oriente ses activités dans ce sens, (Education générale, Alphabétisation fonctionnelle).

Décembre 1996

Division Production Animale et Aménagement Pastoral
Direction Régionale de l'Elevage
Ségou.